



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 6 août 2026

FOCUS : ÉNIÈME COUT PORTE AU VENEZUELA - LES DEPENSES DE RECONSTRUCTION A LA SUITE DES SEISMES POURRAIENT ATTEINDRE 25 % DU PIB.

2

Bolivie

3

Les services du FMI ont conclu un accord avec la Bolivie pour l'octroi d'un programme de 1,9 Md\$.

3

Colombie

3

En juin, l'inflation s'élève à 6,14 %. En parallèle, la Banque centrale maintient son taux directeur à 12 %.

3

Au S1 2026, les envois de fonds des migrants vers la Colombie atteignent 6,7 Md\$.

3

En juillet, les ventes du secteur industriel sont en hausse pour le 6^e mois consécutif.

4

En juin, le taux de chômage s'élève à 8,2 %.

4

Équateur

4

La Banque mondiale approuve un prêt de 750 M\$ à l'Équateur.

4

La croissance s'est établie à 1,6% sur les cinq premiers mois de l'année.

4

Le transport de pétrole brut par le Système d'oléoduc trans-équatorien (SOTE) a progressé de 11,7 % sur un an.

5

L'Équateur et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont présenté l'Agenda de Croissance 2040.

5

Guyana

6

La production aurifère officiellement enregistrée atteint 955 M\$ mi-2026 dans un contexte de renforcement des mesures contre l'exploitation minière illégale.

6

Suite à des consultations au Guyana en juillet dans le cadre de l'Article IV, le FMI rend publique ses premières conclusions sur la situation économique du pays

6

Pérou

7

Le tourisme au Pérou ne retrouverait son niveau prépandémique qu'en 2031, selon l'IPE – un *think tank*.

7

Suriname

7

La Banque Nationale de Développement (NOB) ouvre une nouvelle source de financement pour les PME.

7

Venezuela

8

La brèche cambiaire (l'écart entre les taux de change officiel et parallèle) baisse fortement début août 2026.

8

Plusieurs multinationales pétrolières prévoient d'amplifier leur activité au Venezuela.

8

Focus : Énième coût porté au Venezuela - les dépenses de reconstruction à la suite des séismes pourraient atteindre 25 % du PIB.

Outre l'impact humain et social, les tremblements de terre du 24 juin dernier au Venezuela auront des conséquences économiques significatives. Selon les méthodes d'estimation, le coût total de la reconstruction varie de 6 Md\$ à 26 Md\$, soit 25 % du PIB. Il atteint 19,6 Md\$ pour la Banque Mondiale. Les premières estimations font état de 6 125 décès, 16 700 blessés et environ 1400 disparus. Selon un rapport de la Banque Mondiale, 47 % des dommages portent sur des bâtiments résidentiels, 27 % sur les infrastructures et 26 % sur des bâtiments non-résidentiels. Les deux séismes ont principalement touché le littoral central, avec une forte concentration des dommages dans l'État de La Guaira et dans le District Capital (Caracas).

Malgré l'ampleur du désastre, les financements internationaux pour la reconstruction restent faibles, notamment du fait de l'exclusion de facto du Venezuela des circuits multilatéraux. Ils s'élèveraient à ce jour à 567 M\$ (auxquels s'ajoutent des prêts concessionnels), ce qui ne représente qu'une fraction des besoins de reconstruction. Cette faiblesse s'expliquerait principalement par quatre facteurs : (i) la prudence des bailleurs vis-à-vis de la gouvernance et de la gestion des fonds publics ; (ii) les sanctions internationales, qui continuent de compliquer certains transferts financiers, notamment du fait d'une surconformité des acteurs financiers ; (iii) la situation de défaut de paiement de l'État vénézuélien depuis 2019, l'empêchant d'avoir accès aux marchés internationaux et limitant les marges de manœuvre des bailleurs multilatéraux pour prêter, malgré l'urgence et l'ampleur du désastre.

En proie à une crise économique depuis 2014, le Venezuela reste confronté à un manque de marges de manœuvre budgétaire et d'accès aux bailleurs ou aux marchés. Un *think tank* économique vénézuélien souligne la nécessité de (i) ne pas financer les dépenses de reconstruction via la création de monnaie ; (ii) ne pas faire un ajustement budgétaire trop drastique dans le cadre de l'arbitrage des dépenses et (iii) mettre en place une gouvernance crédible des fonds reçus pour l'appui à la reconstruction, garantissant leur bon usage et l'attrait des bailleurs. L'équation budgétaire et monétaire pourrait être complexe pour le Venezuela, encore en crise.

Malgré l'ampleur de la catastrophe, les perspectives macroéconomiques demeurent relativement favorables. Les infrastructures pétrolières, principal moteur des exportations et des recettes en devises, n'ont pas été directement affectées. Les marchés semblent d'ailleurs intégrer l'hypothèse d'une poursuite de l'amélioration de la situation économique à terme : les obligations souveraines VE27 se sont appréciées après/malgré les séismes, traduisant des anticipations d'une normalisation progressive de la situation économique. Alors que le PIB vénézuélien avait chuté de 70 % depuis 2014, les prévisions anticipent une reprise soutenue de l'activité avec une croissance du PIB de 6,6 % en 2026, 13,3 % en 2027 puis 11,5 % en 2028, portée notamment par la remontée de la production pétrolière (de 1,3 à 1,8 million de barils par jour entre 2026 et 2028), L'inflation resterait toutefois élevée à court terme (361 % en 2026) avant de ralentir progressivement, sous réserve d'une stabilisation du marché des changes via une réduction de la brèche cambiaire (i.e. l'écart entre les taux de change officiel et

parallèle). Cette dernière est essentielle pour les analystes, car elle alimente les anticipations d'inflation et réduit l'efficacité des politiques monétaires.

Bolivie

Les services du FMI ont conclu un accord avec la Bolivie pour l'octroi d'un programme de 1,9 Md\$.

Les autorités boliviennes et le FMI ont conclu un accord au niveau des services sur un programme de 36 mois dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (EFF) d'environ 1,9 Md\$. Cet accord vise à soutenir le programme de réformes économiques des autorités, qui repose sur la restauration de la stabilité macroéconomique, la reconstruction des réserves internationales, la réduction des vulnérabilités budgétaires et externes, le renforcement des filets de sécurité sociale et la promotion d'une croissance durable menée par le secteur privé. Selon l'équipe du Fonds monétaire, le programme soutenu par le FMI devrait contribuer à déclencher des financements supplémentaires de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et d'autres partenaires au développement, contribuant à un ensemble de financements plus large de plus de 5 Md\$ sur la durée du programme. Cet accord a pour l'instant été validé au niveau des services et doit encore être révisé par le Conseil d'administration du FMI d'ici une quinzaine de jours.

Colombie

En juin, l'inflation s'élève à 6,14 %. En parallèle, la Banque centrale maintient son taux directeur à 12 %.

L'inflation continue de suivre une tendance à la hausse, atteignant 6,14 % (en g.a.) en juin, une évolution principalement tirée par l'augmentation des prix alimentaires et réglementés. L'inflation atteignait 5,8 % (cf. [Brèves semaine 24](#)) % en mai dernier en g.a. Malgré cette hausse, quatre membres du

conseil de la Banque centrale ont décidé de maintenir le taux directeur inchangé, tandis que trois ont voté pour une augmentation de 50 points de base et que le ministre des Finances a maintenu sa position en faveur d'une baisse de 50 points de base. Selon les services de la Banque centrale, les anticipations d'inflation des analystes ont augmenté en juillet ; celles pour décembre 2026 et 2027 s'établissent respectivement à 6,6 % et 5 %, loin de la cible de 3 %. Ils ont insisté sur la forte incertitude entourant à la fois l'inflation et l'activité économique en raison du conflit au Moyen-Orient et de la forte probabilité d'un épisode *El Niño* extrême (cf. [Focus semaine 21](#)). En effet, selon la *National Oceanic and Atmospheric Administration*, il y a 81 % de probabilité que le phénomène *El Niño* atteigne une forte intensité entre octobre et décembre. Ce choc d'offre mettrait une pression non seulement sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, mais influencerait aussi les prix de l'énergie et des denrées alimentaires en Colombie : pour mémoire, plus de 60 % de l'électricité est de source hydroélectrique en Colombie.

Au S1 2026, les envois de fonds des migrants vers la Colombie atteignent 6,7 Md\$.

Les envois de fonds (*remesas*) vers la Colombie ont atteint 6,7 Md\$ au premier semestre, mais ont chuté de -4,2 % en juin (en g.a.), soit une baisse de 46 M\$. Malgré la baisse de juin, le bilan semestriel reste positif. Entre janvier et juin, 6,7 Md\$ sont entrés dans le pays, un chiffre supérieur de 0,3 Md\$ à celui enregistré durant la même période en 2025, où les envois de fonds atteignaient 6,4 Md\$. Les *remesas* à destination de la Colombie n'avaient pas connu de baisse mensuelle (en g.a.) depuis octobre 2023 ; juin marque ainsi la rupture d'une tendance de 32 mois consécutifs. Ce phénomène peut s'expliquer par la forte appréciation du COP vis-à-vis du dollar

Étatsunien, proche de 3 200 USD/COP, qui diminue le revenu effectif des familles lorsqu'elles convertissent les dollars en COP.

En juillet, les ventes du secteur industriel sont en hausse pour le 6^e mois consécutif.

L'indice PMI calculé par Davibank (une banque colombienne) et qui mesure la santé du secteur industriel et manufacturier colombien a atteint 52,7 points en juillet 2026, ce qui marque la 6^e amélioration mensuelle consécutive. Un niveau supérieur à 50 points signale une expansion. Plusieurs facteurs contribuent à expliquer cette expansion : (i) la baisse des pressions inflationnistes, juillet ayant enregistré les plus faibles augmentations de coûts depuis le début de l'année et (ii) la hausse de la demande liée à la Coupe du Monde de football, la création de nouvelles bases de clients et le lancement de produits. L'augmentation de la production industrielle reste modérée, la plus faible de la période, malgré la croissance des nouvelles commandes, une partie de cette hausse ayant été satisfaite grâce aux stocks existants. Les attentes des entreprises restent positives, 42 % des industriels se sont déclarés optimistes quant aux perspectives du secteur, tandis que seulement 1 % s'est montré pessimiste. Cet optimisme est vu comme la source des créations soutenues d'emplois dans le secteur industriel, en croissance depuis quatre mois.

En juin, le taux de chômage s'élève à 8,2 %.

En juin, le taux de chômage désaisonnalisé atteint 8,2 %, soit une hausse de 0,18 point par rapport à mai, ce qui équivaut à une augmentation de 75 000 chômeurs. Néanmoins, ce taux a baissé de 0,53 point par rapport à juin 2025 et se trouve à son niveau historique le plus bas pour ce même mois. Par ailleurs, parmi les nouveaux actifs, la majorité se trouvait dans le secteur informel : 55,5 % contre 44,5 % dans le secteur formel. La différence entre le chômage des hommes et

celui des femmes s'est également réduite, passant de 3,9 points de pourcentage en juin 2025 à 3,3 points de pourcentage en juin 2026. Les secteurs ayant créé le plus d'emplois au cours du T2 2026 étaient l'hébergement et les services alimentaires, l'industrie manufacturière et l'administration publique et la défense. En revanche, les secteurs ayant perdu le plus d'emplois sont le commerce et la réparation de véhicules, les activités financières et d'assurance, et les services d'électricité, de gaz et d'eau. Les zones métropolitaines présentant les niveaux de chômage les plus élevés sont Carthagène (13,2 %), Ibagué (12,5 %) et Montería (11,3 %). À l'inverse, Medellín (6,9 %), Pereira (7,3 %) et Villavicencio (7,6 %) enregistrent les taux de chômage les plus faibles.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,3%	30,4%	2351
Change USD/COP	1,2%	-21,9%	3160
Change EUR/COP	1,1%	-23,0%	3639
Prix du baril (Brent, USD)	-6,7%	25,5%	83,29

Équateur

La Banque mondiale approuve un prêt de 750 M\$ à l'Équateur.

Ce prêt budgétaire vise au financement et au soutien des réformes économiques de renforcement de l'aide sociale, d'amélioration des dépenses publiques et de promotion de mesures favorisant l'investissement privé. La Banque mondiale estime que l'opération pourrait contribuer à la création de plus de 180 000 emplois d'ici 2031. L'encours de dette de l'Équateur envers la Banque mondiale atteint plus de 8 Md\$.

La croissance s'est établie à 1,6 % sur les cinq premiers mois de l'année.

L'activité économique de l'Équateur a poursuivi sa progression en mai 2026, avec

une hausse annuelle de 1,6 % de l'Indicateur mensuel d'activité économique, d'après le dernier rapport de la Banque centrale. Cette croissance a été principalement soutenue par les secteurs des services et de la manufacture, qui ont compensé le recul des activités agricoles et extractives. Les services ont progressé de 2,4 %, contribuant à eux seuls pour 1,1 pp à la croissance de l'indicateur. Cette performance s'explique par une hausse de la production d'électricité, une expansion du crédit bancaire ainsi qu'un dynamisme accru des transports, des services professionnels, de l'hôtellerie et de la restauration. **L'industrie manufacturière a, pour sa part, enregistré une croissance de 5,4 %, portée par les exportations de crevettes transformées**, une production accrue de ciment et de produits raffinés du pétrole. **En revanche, le secteur de l'agriculture, de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche a reculé de -3,8 %**. Les activités minières et pétrolières se sont contractées de -1,4 %, en raison de la baisse de la production nationale de pétrole et du recul des exportations de cuivre. Hors pétrole, la croissance a progressé de 1,8 %, confirmant que les activités non-pétrolières demeurent le principal moteur de la croissance. À l'inverse, la composante pétrolière a enregistré une baisse de -2,1 %, illustrant la faiblesse du secteur. Ces résultats confirment une croissance modérée mais résiliente de l'économie équatorienne, malgré les difficultés persistantes des secteurs primaire et pétrolier.

Le transport de pétrole brut par le Système d'oléoduc trans-équatorien (SOTE) a progressé de 11,7 % sur un an.

Au premier semestre 2026, le transport de pétrole brut par SOTE a progressé de 11,7 % en g.a, atteignant 54,7 millions de barils, contre 46,5 millions à la même période de 2025, selon Petroecuador. L'entreprise publique souligne que cette hausse de 8,2 millions de barils

témoigne du rôle stratégique de cette infrastructure pour soutenir la production nationale et assurer l'acheminement du brut vers les centres de stockage, de raffinage et d'exportation. Mis en service en 1972, le SOTE demeure l'axe principal du transport pétrolier en Équateur. Il dispose d'une capacité de 355 000 barils par jour et dessert les hydrocarbures produits par 15 blocs exploités par Petroecuador et 13 blocs opérés par des compagnies privées en Amazonie. Face aux risques pesant sur cette infrastructure, le gouvernement poursuit un programme de renforcement de sa sécurité, comprenant des travaux de maintenance, un suivi géotechnique permanent, des ouvrages de protection, l'élargissement de la bande de sécurité ainsi que des études pour la réalisation d'un nouveau tracé définitif dans la région orientale.

L'Équateur et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont présenté l'Agenda de Croissance 2040.

L'Équateur a présenté sa stratégie de croissance économique de long terme avec le lancement de l'Agenda de Croissance 2040, élaboré avec l'appui de la BID. Présenté par le président Daniel Noboa, ce document fixe les orientations des politiques publiques pour les quinze prochaines années afin de stimuler la croissance, l'investissement, l'emploi et la réduction de la pauvreté. Fruit d'une concertation engagée depuis 2025 avec quelque 380 représentants du secteur privé, des administrations, du monde académique et de la société civile, l'Agenda rassemble plus de 800 propositions articulées autour de quatre priorités : renforcement de la sécurité juridique, stabilité budgétaire, compétitivité et investissement productif, ainsi que consolidation de la dollarisation et l'approfondissement du système financier. Le plan prévoit notamment de moderniser le cadre législatif dans plusieurs secteurs stratégiques, de simplifier les procédures

fiscales et douanières et d'améliorer l'environnement des affaires. La BID accompagnera sa mise en œuvre à travers une nouvelle initiative, « *Ecuador Crece* », mobilisant ses outils de financement pour les secteurs public et privé. Le président Noboa a présenté cette feuille de route comme un levier destiné à consolider les progrès macroéconomiques récents et à renforcer durablement l'attractivité de l'Équateur pour les investisseurs.

Guyana

La production aurifère officiellement enregistrée atteint 955 M\$ mi-2026 dans un contexte de renforcement des mesures contre l'exploitation minière illégale.

Les quantités d'or officiellement déclarées aux autorités par les producteurs guyaniens ont atteint 233 000 onces à la mi-2026, soit environ 25 000 onces de plus qu'à la même période l'année dernière, selon le ministre des Ressources naturelles, Vickram Bharrat. À un cours de l'or d'environ 4 100 \$ l'once, ces déclarations représentent une valeur d'environ 955 M \$— un chiffre qui évoluera en fonction du cours du marché de l'or. M. Bharrat a déclaré que le secteur avait atteint son objectif semestriel, malgré des conditions météorologiques difficiles en début d'année.

Le ministre des Ressources naturelles a attribué en partie cette hausse à une campagne de répression lancée au cours du premier trimestre à l'encontre des entreprises et des mineurs qui n'avaient pas déclaré leur production d'or en 2025 ou l'avaient largement sous-déclarée. Certaines licences et autorisations n'ont pas été renouvelées. De plus, certains ressortissants étrangers dont les déclarations étaient très faibles, voire inexistantes, ont été placés sur liste noire et ne

sont plus autorisés à entrer dans le pays ou à y exercer des activités minières.

Pour 2026, le gouvernement prévoit une croissance du secteur de 5,4 %, le total des déclarations devant ainsi atteindre 510 450 onces. Les perspectives à moyen terme des investissements étrangers : de l'ordre de 11 entreprises canadiennes mènent actuellement des projets dans les différents bassins miniers du pays.

Suite à des consultations au Guyana en juillet dans le cadre de l'Article IV, le FMI rend publique ses premières conclusions sur la situation économique du pays

Selon les services du FMI, l'économie du Guyana continue de croître à un rythme soutenu (+19 % en 2025), portée par une activité pétrolière (+900 000 barils par jour fin-2025) et non-pétrolière (+14 %) dynamique. La production pétrolière devrait continuer à progresser, et l'économie non-pétrolière devrait connaître une croissance moyenne d'environ 7 % au cours des cinq prochaines années. Le taux de chômage a également reculé à 6,2 % fin-2025. L'inflation moyenne a été contenue à 3,3 % en 2025, mais a légèrement augmenté à la mi-2026, reflétant la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires.

Le déficit budgétaire s'est réduit pour s'établir à 5,5 % du PIB en 2025. Le déficit budgétaire devrait se creuser légèrement en 2026 en raison des transferts sociaux et de subventions à l'électricité. Cependant, la stratégie budgétaire prudente des autorités continuerait de soutenir la viabilité de la dette, le risque de surendettement public étant jugé faible par les services du FMI. Le secteur bancaire accroît par ailleurs son financement à l'activité économique. L'accumulation continue des recettes pétrolières au sein du Fonds des ressources naturelles (NRF, le fonds souverain guyanien) contribuerait, par ailleurs, à constituer des réserves budgétaires limitant

les risques associés à la situation budgétaire du pays. Selon les services du FMI, une amélioration du ciblage des subventions – aujourd’hui largement universelles – et du suivi des entreprises publiques serait opportune.

La forte demande de devises, provenant notamment des investissements privés dépendant des importations, a maintenu le marché des changes sous pression. Une politique monétaire restrictive a contribué à maintenir la stabilité des prix et des taux de change. Malgré le fait que les indicateurs disponibles ne laissent pas entrevoir de signes évidents de surchauffe, la forte croissance des salaires justifierait, selon les services du FMI, une surveillance attentive. Une hausse des prix du pétrole améliorerait encore les comptes budgétaires et extérieurs, mais pourrait également intensifier les risques de surchauffe, entraînant une appréciation du taux de change réel. Selon les services du FMI, le régime actuel de taux de change stabilisé reste approprié mais, à moyen terme, à mesure que l’économie se diversifiera, il pourrait être opportun d’envisager une plus grande flexibilité au taux de change.

Pérou

Le tourisme au Pérou ne retrouverait son niveau prépandémique qu’en 2031, selon l’IPE – un *think tank*.

La reprise du tourisme international au Pérou serait encore trop lente, ne représentant que 3,3 % du PIB, toujours inférieur aux 3,9 % enregistrés en 2019, selon une récente étude de l’Institut Péruvien d’Economie (IPE, un *think tank*). Cette baisse se reflète dans le nombre d’arrivées de visiteurs étrangers : en 2025, le Pérou a accueilli 3,4 millions de touristes internationaux, soit 22 % de moins qu’en 2019 (4,4 millions). Pire encore, compte tenu de la tendance à la hausse observée entre 2015 et 2019, l’IPE estime que le pays a perdu près de

20 millions de touristes étrangers sur la période 2020-2025. Cela s’est traduit par une perte d’environ 30 Md\$ en consommation de biens et de services au Pérou, après ajustement en fonction de l’inflation. Ce montant équivaut à trois fois le chiffre d’affaires déclaré du secteur du tourisme et de l’hôtellerie en 2025. À l’inverse, la Colombie et le Chili ont enregistré en 2025 respectivement 48 % et 33 % de visiteurs supplémentaires par rapport à 2019. Au Pérou, si les entrées de visiteurs sont en hausse de 5 % en 2025, le pays ne retrouverait ses niveaux d’avant la pandémie qu’en 2031.

Suriname

La Banque Nationale de Développement (NOB) ouvre une nouvelle source de financement pour les PME.

La Banque nationale de développement (NOB) et la banque commerciale Finabank ont signé vendredi le premier accord de prêt de second rang dans le cadre d’un programme de la Banque interaméricaine de développement (BID). La BID a accordé à cet effet un prêt au gouvernement surinamais, tandis que la NOB, en tant que prêteur de second rang met à disposition de Finabank les ressources issues du programme. Finabank devient la première banque commerciale au Suriname à accéder, via ce mécanisme, à des ressources publiques destinées au crédit aux petites et moyennes entreprises (PME). Une partie des ressources est spécifiquement destinée aux bio-entreprises, aux entreprises dirigées par des femmes et aux entreprises appartenant à ou destinées aux communautés marronnes et autochtones. Cette capacité de crédit supplémentaire doit permettre aux entreprises de lancer de nouveaux projets ou d’étendre leurs activités existantes, en mettant l’accent sur un développement économique durable.

Venezuela

La brèche cambiaire (l'écart entre les taux de change officiel et parallèle) baisse fortement début août 2026.

Le différentiel entre le taux officiel fixé par la Banque centrale du Venezuela et celui du marché parallèle est tombé à 12,5 % le 4 août 2026, contre plus de 30 % quelques semaines plus tôt. Selon des *think tanks* vénézuéliens, cette contraction rapide s'explique par la combinaison de deux mesures majeures : (i) une dépréciation accélérée du taux officiel visant à rapprocher la devise de sa valeur de marché et (ii) une augmentation de l'offre de devises, résultant notamment d'interventions de la Banque centrale et d'un accès accru aux devises via le système bancaire, qui a contribué à contenir la hausse du prix du Dollar sur les marchés parallèles, désormais stabilisé entre 837 et 845 bolivars/USD (contre 755 bolivars/USD pour le taux officiel).

Dans ce contexte, les tensions inflationnistes liées à l'inflation importée (i.e., à la dépréciation du bolivar renchérissant les biens importés) restent élevées : le coût du panier alimentaire familial s'est établi à 756,45 \$ en juin 2026, en légère baisse de 2,1 % en dollars sur un mois, mais en hausse de 11,6 % en bolivars. Cette divergence reflète l'effet du

taux de change sur les prix localement, malgré une relative stabilisation du marché des changes.

Plusieurs multinationales pétrolières prévoient d'amplifier leur activité au Venezuela

En juillet, plusieurs majors pétrolières (*Eni*, *Hunt Oil* et *Chevron*) ont annoncé l'expansion de leurs activités d'extraction pétrolière au Venezuela. Le groupe italien *Eni* prévoit ainsi une expansion rapide de sa production grâce à ses capacités logistiques déjà existantes localement, avec un objectif à court terme d'augmenter la production à 200 000 bpj, contre les 12 000 bpj produits aujourd'hui. Les producteurs pétroliers étatsuniens ont quant à eux signé divers engagements avec les autorités vénézuéliennes. *Pacific Coast Energy Company* (PCEC) s'est engagé à investir 800 M\$ pour lancer ses premières activités d'extraction dans le pays tandis que le groupe texan *Hunt Oil* a conclu un protocole d'accord (MoU) initialement orienté vers l'extraction de pétrole brut, sans exclure une expansion future vers des projets de gaz naturel. La major étasunienne *Chevron* a également annoncé un recouvrement plus rapide que prévu de la totalité de ses créances locales grâce à l'accélération de sa production. Ces diverses nouvelles confirment l'amélioration attendue des futures capacités de production pétrolière du Venezuela.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Killian MAGDELAINE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)